

II/ LA RÉSISTANCE FACE A L'OCCUPANT NAZI ET AU RÉGIME DE VICHY

1/ La défaite de 1940 et les premières résistances

► **La France vaincue et occupée.** L'offensive du 10 mai 1940 se traduit par une défaite rapide : le 14 juin les Allemands sont à Paris (2M de soldats prisonniers, 8 M de Français sont sur les routes : l'exode). Face à la déroute, Pétain devient président du Conseil (16 juin) et annonce qu'il faut "cesser le combat" (17 juin). Le 22 juin il signe l'armistice à Rethondes : une ligne de démarcation sépare la zone nord (occupée par les Allemands) de la zone "libre" sous l'autorité du gouvernement français désormais installé à Vichy. Sur une idée de Laval, les Parlementaires, en plein désarroi accordent à Pétain (perçu comme un « sauveur ») les « pleins pouvoirs constituants » (vote du 10/07/1940 : 569 pour, 80 #). Pétain souhaite un pouvoir "fort".

► **Vichy : nouveau régime, nouvelles valeurs et collaboration.** Les Actes constitutionnels de juillet 1940 balayaient la République: le président Albert Lebrun est renvoyé et Pétain prend la direction d'un « Etat français ». Il cumule les 3 pouvoirs (Exécutif + possibilité de légiférer par décret) et ajourne les assemblées. La démocratie disparaît : interdiction des syndicats libres ; disparition des anciens partis ; maires désignés par le pouvoir ; règne de la propagande et de la censure ; glorification de Pétain.... L'historien H. Rousseau qualifie Vichy de « dictature dyarchique » (Pétain doit composer avec le vice-président du Conseil, Laval). Les valeurs de Pétain et de Vichy sont réactionnaires (rejet de la modernité, passé comme référence) et typiques de l'extrême-droite traditionnaliste. Ainsi la République (et 1936) est jugée responsable de la défaite, les nouvelles idéologies (capitalisme et communisme !) sont méprisées (capitalisme : seulement en discours), les coupables désignés (" l'anti-France " : immigrés, Francs-maçons, communistes, Juifs). "La Révolution Nationale" est un programme de régénération proposé au pays qui place le salut dans le passé (idéalisé) : la France a « fauté » et doit renouer avec l'Église (morale cléricale), avec les valeurs anciennes (devise : « Travail, famille, patrie ») et le corporatisme. Vichy mène une politique discriminatoire, xénophobe (dénaturalisation des immigrés), antisémite (statuts des juifs en octobre 1940, puis en juin 1941) et répressive (1940, des milliers de Juifs et opposants sont enfermés dans des camps en zone sud comme Rivesaltes, Gurs). Enfin Vichy fait le choix de la collaboration dont la "poignée de main de Montoire" avec Hitler (24 octobre 1940) est le symbole. Pour assurer au pays une place dans la future Europe nazie, Pétain soutient l'effort de guerre allemand (collaboration économique - STO) et collabore administrativement en zone nord (la police française garde les camps, crée un fichier des juifs, participe à la rafle du Vel'd'hiv du 16/07/). Vichy pourchasse les résistants partout (création de la Milice en janvier 1943 par Laval). La collaboration est aussi le choix de certains Français (Légion des Volontaires Français en juillet 1941 : Déat, Doriot...)

► **L'émergence d'une résistance précoce.** Quelques Français rejettent l'armistice et gagnent Londres pour constituer le premier embryon de la Résistance extérieure : le 18 juin 1940, sur la BBC, le général de Gaulle appelle les Français à poursuivre le combat. Londres le reconnaît comme « chef des Français libres ». De Gaulle, dès lors considéré comme un ennemi par Vichy, organise et fait aussi admettre l'existence d'une armée française autonome : les **FFL** (Forces Françaises Libres), fortes de 7000 hommes en juillet 1940 (10 fois plus en juin 1942). Ces troupes combattent aux côtés des Alliés, notamment en Afrique du Nord. Simultanément, une résistance intérieure spontanée voit le jour en France (manifestation des lycéens et étudiants parisiens le 11/11/1940). D'abord peu nombreuse et peu organisée, elle regroupe toutes les catégories sociales, toutes les familles religieuses et politiques. Les motivations sont plurielles (patriotisme, antifascisme, attachement à la République et ses valeurs...mais on trouve aussi des monarchistes !). Dès 1940 des mouvements ("Combat" en août, "Libération" en novembre) se constituent. Les formes de lutte sont multiples : aide à l'évasion, production de tracts et de journaux clandestins, sabotages contre l'Occupant ou contre Vichy....

2/ Le développement de la Résistance et la préparation du retour de la République

► **Développement & structuration de la Résistance.** A l'extérieur, de Gaulle entend s'affirmer comme représentant de la vraie France. Il annonce son attachement à la République (1942) et profite du débarquement allié en Afrique du Nord (novembre 1942) pour y instituer une autorité française rivale de Vichy. Malgré l'hostilité initiale des Américains, de Gaulle prend en 1943 la tête du **CFLN** (Comité Français de Libération Nationale). Ce gouvernement de la France libre, avec Alger pour capitale, s'efforce de reconstruire un Etat républicain (& une Assemblée, un Conseil d'Etat...). A l'intérieur, les résistances se développent : l'attaque de l'URSS (juin 1941) amplifie l'engagement des communistes (Front National) ; la création du Service du Travail Obligatoire (février 1943) pousse de nombreux jeunes à rejoindre les maquis. **Jean Moulin**, mandaté par de Gaulle, contacte puis coordonne les différents réseaux de résistants de l'intérieur (1942). Le 27 mai 1943 Moulin crée le **Conseil National de la Résistance** (CNR : composé de représentants des réseaux résistants, des partis, des syndicats) : l'autorité du général de Gaulle est reconnue par les résistances intérieures, donc sa légitimité se trouve consolidée aux yeux des Alliés. Après l'arrestation de Moulin (juin 1943), le CNR est dirigé par Georges Bidault

► **Le programme du CNR** est publié le 15 mars 1944. Dans la première partie on a un plan d'action immédiate (lutte de libération) ; une seconde partie présente les réformes à réaliser une fois la victoire obtenue : rétablissement d'une République démocratique (suffrage universel...) mais aussi tout un ensemble de réformes économiques et sociales (nationalisations, sécurité sociale, liberté syndicale, retraite...). La résistance apparaît alors comme un projet politique

► **Libérer le territoire et préserver la souveraineté française (1944).** En juin 1944 (débarquement) les Alliés et les FFL engagent l'assaut sur la France et Vichy s'effondre. La Résistance intérieure, avec les FFI (Forces française de l'Intérieur créées début 1944), participe au combat en multipliant les sabotages et en harcelant les Allemands. Le 24 août 1944 : les FFL du général Leclerc entrent dans Paris (insurgée quelques jours plus tôt). Il faut encore 4 mois pour libérer le territoire. De Gaulle veut éviter que les Alliés ne placent la France libérée sous la tutelle d'un gouvernement d'occupation (AMGOT – *Allied Military Government of Occupied Territories*). C'est pourquoi dès juin 1944 le CFLN est transformé en un **GPRF** (gouvernement provisoire de la république Française) dont il assure la présidence. Le 26 août le GPRF s'installe à Paris et de Gaulle est acclamé lors de la descente des Champs Elysées, ce qui fait de lui une figure politique incontournable. De Gaulle considère que Vichy est illégitime et que la forme de gouvernement du pays « est et demeure la république ».